

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

CLÉMENT JUGLAR

Les tableaux officiels ou privés des faits que relève la statistique portent-ils la trace des événements historiques, politiques et économiques?

Journal de la société statistique de Paris, tome 39 (1898), p. 219-228

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1898__39__219_0

© Société de statistique de Paris, 1898, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II.

LES TABLEAUX OFFICIELS OU PRIVÉS DES FAITS QUE RELÈVE LA STATISTIQUE PORTENT-ILS LA TRACE DES ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES, POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES (1) ?

Ces tableaux sous les yeux, ces longues colonnes de chiffres n'ont pour le lecteur qu'un but, donner des résultats : ce sont ces résultats qu'on recherche tout d'abord ; s'en dégage-t-il une conclusion favorable ou défavorable pour l'année même que l'on observe ? Voilà ce que l'on se demande.

Si ces tableaux embrassent un grand nombre d'années, un siècle par exemple,

(1) Communication faite à la Société de statistique de Paris dans la séance du 18 mai 1898.

ces séries de chiffres vont avoir un autre caractère ; ils donneront sans doute celui de chaque année, mais peut-être plus encore.

Les années ne se ressemblent pas, il y aura des inégalités en plus ou en moins avec des chiffres sans cesse différents, aboutissant toujours, selon les mouvements en hausse ou en baisse, à un *chiffre maximum* ou à un *chiffre minimum*. Ce sont ces chiffres qui doivent tout d'abord attirer l'attention, et la preuve qu'ils ne sont pas fortuits, c'est qu'ils sont amenés par une série de chiffres annuels, variables sans doute, mais croissants ou décroissants alternativement dans le même sens, avec la plus grande régularité, sans avoir cependant la même durée. Ce sont des périodes, la période de hausse ayant une plus longue durée que la période de baisse. Ces points marqués sur les tableaux statistiques, *quels qu'ils soient*, que l'on a sous la main, vont se présenter sur tous dans les mêmes conditions, à une ou deux années près et correspondre presque par une superposition à ceux que donnent avec une grande régularité les articles des bilans du portefeuille et de l'encaisse des grandes banques, c'est-à-dire le mouvement général des échanges dans le monde entier. Or, ce mouvement général des échanges, c'est la vie même des nations ; c'est là où se manifeste toute leur activité économique, leur puissance de production et de richesse.

Quelle en est la cause ? C'est leur crédit, quelque chose d'immatériel, mis en circulation par leurs banques et malheureusement dont elles ne tardent pas à abuser, de là des crises commerciales qui embrassent le monde entier et qu'il ne faut pas confondre avec ces mille accidents sociaux de chaque jour que l'on décore du même nom et avec lesquels elles n'ont aucun rapport. Deux articles des bilans des banques d'Angleterre, de France et des États-Unis, nous donnent depuis 1800 la série des crises commerciales, c'est-à-dire la période prospère qui les précède, la crise qui en marque la fin et la liquidation inévitable, qui, comme un repos nécessaire, doit suivre ces périodes prospères.

Voilà la principale cause, pour ne pas dire la seule, de toutes les perturbations économiques dont l'action sur la vie des nations est plus puissante même que les événements politiques, puisque ces derniers, comme en 1848, sont la conséquence de la crise de 1847. Il suffira donc sur les tableaux statistiques, *quels qu'ils soient*, de noter la date des accidents si *caractéristiques* que donnent les bilans des banques de France, d'Angleterre et des États-Unis (portefeuille et encaisse) indiquant les périodes prospères, les périodes de crise et les périodes de liquidation.

Ces points caractéristiques marqués ainsi : *crise*, *liquidation*, sur la colonne des années, il n'y aura plus qu'à observer les mouvements du tableau statistique que l'on aura sous la main pour reconnaître qu'à une ou deux années près, il y aura au même moment un *arrêt*, un *recul*, puis une *reprise*, ces trois accidents concordant avec la prospérité, la rapidité, le ralentissement et le nouveau départ des affaires dans le monde ; car il ne s'agit pas ici d'une nation, dans ces mouvements, elles sont toutes plus ou moins solidaires, ce qui met sous les yeux tout le mouvement social (1).

Depuis un siècle, il en est ainsi en Angleterre, en France et aux États-Unis ; l'Allemagne, depuis 1873, a pris place dans ce group, ainsi que tous les pays, et ils

(1) Voir *Les Crises commerciales et de leurs retours périodiques en France, en Angleterre et aux États-Unis*, 2^e éd., 1889, par Clément Juglar.

ne sont pas nombreux, qui ont une circulation fiduciaire au pair. Il s'agit donc de suivre ces périodes et de constater si tous les mouvements économiques des nations y obéissent.

Plusieurs communications faites à la Société de statistique dans ces derniers temps, quoique chacun ait pris son sujet de prédilection, ont prouvé qu'il en était ainsi ; mais alors, en tenant compte du passé, on pourrait donc, profitant de l'expérience acquise, se rendre compte de la période dans laquelle on est placé, période prospère, période de crise, période de liquidation.

Pour s'orienter sur les tableaux statistiques si variés que nous donne l'administration ou les sociétés privées, il faut marquer ces points critiques en les plaçant dans la même colonne que celle des années, pour voir de suite des séries de chiffres en croissance ou en décroissance annuelle venir s'inscrire à la place qui leur convient, ce qui prouve bien que toutes les manifestations économiques sont sous l'influence des mouvements des échanges. Cette place, à une année près, coïncide avec les périodes de prospérité, de crise et de liquidation. S'il y a une légère avance ou un léger retard, c'est que le mouvement doit se propager, et il faut lui en laisser le temps, pour atteindre des articles qui ne sont pas sous l'influence directe de l'activité ou du ralentissement des échanges et qui n'en reçoivent que le contre-coup.

Ce qu'il faut noter, c'est que tous les arrêts ou toutes les progressions que l'on rencontre dans les tableaux que dresse la statistique viendront se placer, à une ou deux années près, au point même que réclame la période qui nous sert de guide.

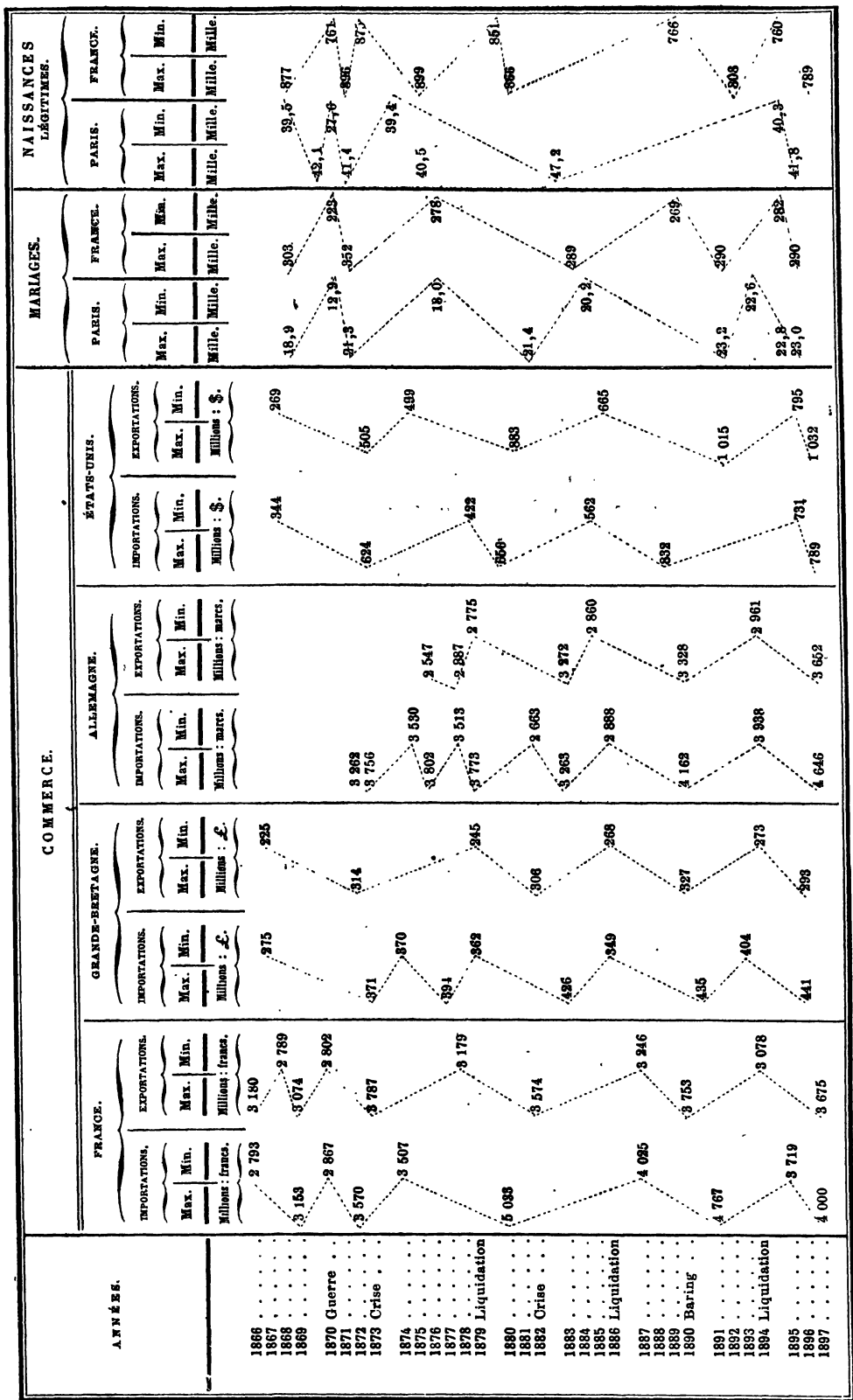
S'il en est ainsi, comment donc, dans la vie des peuples que les historiens nous retracent, le côté économique passe-t-il inaperçu ? Ils attribuent à d'autres causes les effets qu'ils enregistrent, sans même daigner parler des causes économiques. Ne pourraient-elles, cependant, trouver place au milieu de tous ces événements secondaires qu'ils étalent, qu'ils discutent dans de nombreux volumes, avec tous les documents à l'appui, documents puisés aux archives, là où l'on ne laisse échapper aucun petit papier ? Où trouver ailleurs que sur ces tableaux statistiques les manifestations économiques de l'état de bien-être ou de malaise des populations ? A ce point de vue, nous ne saurions trop appeler l'attention sur la coïncidence et la concordance que l'on peut établir par ces simples rapprochements, que l'on néglige trop aujourd'hui par suite de la préférence que l'on accorde aux monographies, c'est-à-dire à l'idée restreinte, locale, au détriment des idées générales.

Tous ces relevés des administrations publiques ou des sociétés privées, mis en présence des accidents si variés de la vie des peuples, nous permettront d'apprécier s'il y a une relation de cause à effet et, dans ce monde toujours en mouvement, quels sont ceux dont l'action est la plus appréciable.

Dans ce but, nous ne prendrons pour exemple que les dernières périodes, depuis 1869, parce qu'elles nous touchent plus directement et parce que l'observation, pour être sérieuse, doit porter au moins sur un quart de siècle. Sans faire un choix, nous appellerons l'attention sur les derniers travaux communiqués à la Société de statistique par nos confrères : M. Moron, sur les mouvements de la population en France ; M. Salefranque, sur les ventes immobilières et sur le régime fiscal des contrats de transport ; par M. Levasseur, sur le commerce extérieur de la France (voir l'*Économiste français*, 19 mars-9 avril).

Chacun de nos confrères a envisagé la question qu'il traitait au point de vue

TABLEAU A. Accroissements et diminutions du commerce spécial, importations, exportations en France, en Angleterre, en Allemagne et aux États-Unis. — Mariages et naissances légitimes à Paris et en France.



statistique local, sans faire des rapprochements avec les mouvements analogues que l'on rencontre ailleurs et qu'il n'a pas voulu faire intervenir ; cependant, si on tient compte, constatés au même moment, ils en tirent tous une plus grande valeur, puisqu'ils permettent de prévoir l'avenir, d'indiquer même ce qui va se passer.

M. Moron, dans son rapport sur le mouvement de la population en 1896, remarque tout d'abord que les résultats de cette année sont totalement différents de ceux des années précédentes et particulièrement de l'année 1895 : alors il y avait un excédent de 17 813 décès sur les naissances, tandis qu'aujourd'hui il y a un excédent de 93 700 naissances sur les décès. Ici il y a sans doute une diminution de 88 100 décès, mais il y a en outre un accroissement de 31 413 naissances ; M. Moron, avec beaucoup de prudence, constate l'amélioration sans avoir la prétention de l'expliquer et surtout sans vouloir en tirer des conclusions que l'avenir pourrait réduire à néant.

Tenu à moins de réserve, voici le tableau des mariages et des naissances légitimes que nous donnions dans le *Journal de la Société de statistique de Paris* en juillet et septembre 1896 (1).

Nous avons mis en parallèle les mouvements des mariages et des naissances en France, ce qui se passait au même moment dans la capitale, c'est-à-dire là où se concentre toute l'activité des affaires. Pour les mariages et les naissances, comme on peut le constater sur le tableau ci-joint, qui ne donne que les chiffres extrêmes des séries s'étendant des maxima aux minima et des minima aux maxima, de suite on est frappé des variations notables que l'on remarque, sans parler de celles qui se sont produites au moment de la guerre.

Trois chiffres caractérisent cette année terrible à Paris : les mariages de 18 900 en 1869, s'abaissent à 12 900 en 1871 et se relèvent de suite à 21 300 en 1872 pour réparer le temps perdu.

Puis, pendant la liquidation de la crise de 1873, s'abaissent à 18 000 en 1877, 900 de moins qu'en 1869. Il en est de même dans l'ensemble de la France, quoique dans des proportions un peu différentes. De même aussi pour les naissances.

Suivons-nous toujours pour les mariages les variations à Paris : de 18 000 en 1877, ils se relèvent à 21 400 en 1882, pendant la période prospère que l'on vient de traverser et que la crise arrête. Puis, pendant la liquidation, le nombre des mariages s'abaisse à 20 200 en 1885, soit de 1 200.

Cette liquidation terminée en 1886, la période prospère a repris son cours, mais elle est de nouveau arrêtée par la suspension de l'une des plus grandes banques de l'Angleterre, le krach Baring.

De 20 200 en 1885, le nombre des mariages s'était relevé à 23 200 pendant cette première période de prospérité, mais quoi qu'il n'y eût pas de crise, la liquidation de cette maison ne put avoir lieu sans entraîner dans le monde entier un ralentissement des affaires qui a eu une influence marquée sur le nombre des mariages : il s'abaisse de 23 200 à 22 600 de 1892 à 1894, pendant la liquidation.

Dès 1895, on repartait et, dans l'*Économiste français*, comme en 1887, on annonçait la fin de cette liquidation et la reprise des affaires, ainsi que la reprise des mariages, dont le nombre, de 22 600, s'élevait déjà à 22 800 en 1895 et 23 000

(1) Voir *Journal de la Société de statistique de Paris*, juillet 1896, p. 248 et 250 ; septembre 1896, p. 328.

en 1896, ce qui permettait, avant même qu'on connût ce dernier chiffre, d'annoncer dans les numéros de juillet et septembre 1896 du *Journal de la Société*, qu'il serait supérieur au précédent, puisque l'on rentrait dans la période prospère.

En France, il est vrai, on notait le chiffre minimum des mariages de 290 000 à 282 000, mais du moment que Paris donnait le signal de la reprise, il n'y avait pas de doute que la France suivrait, et elle a suivi le mouvement.

Le nombre des naissances, quoiqu'il n'y ait pas un rapport exact entre les deux articles, devait suivre, et de 760 000, chiffre minimum des naissances, nous les voyons se relever à 789 000, soit de 29 000, sans oublier que de 1881 à 1895, elles avaient fléchi de 100 000 !

Ces mouvements des mariages et des naissances, non seulement en France, mais dans le monde civilisé, suivent, se moulant pour ainsi dire sur les périodes que nous avons signalées ; un coup d'œil sur le tableau ci-joint suffira pour s'en convaincre. Il n'était donc pas imprudent d'en tirer les conséquences, non seulement pour le présent, mais pour l'avenir (1).

La question de l'accroissement ou de la diminution des échanges commerciaux, à la suite du tarif protecteur de 1892, a beaucoup préoccupé les hommes politiques, les partisans du système protecteur et les économistes, partisans d'un tarif plus ou moins libéral, afin de ne pas trop s'écarter du cours des prix pratiqués sur les divers marchés du monde. M. Yves Guyot a traité la question au mois d'octobre dans le *Journal des Économistes*, montrant la diminution de nos échanges depuis le vote du dernier tarif en 1892.

M. Domergue, dans la *Réforme économique* du mois de février, s'est appuyé sur un travail fait par l'administration des douanes pour rectifier les effets de la baisse des prix qui s'est produite dans ces derniers temps d'une manière beaucoup plus accentuée que dans les liquidations précédentes. Si l'on s'en rapportait aux *Index number* de M. Sauerbeck qui prêtent beaucoup à la critique, la moyenne des onze années, de 1867 à 1877, étant 100, les chiffres de 1878 à 1897 auraient baissé de 79 à 61, ils se sont relevés à 65 en avril 1898 ; le blé n'y a pas été étranger, mais d'autres produits y ont aussi pris part.

Pour rectifier les statistiques du commerce extérieur et permettre de comparer les mouvements des échanges de 1897 à ceux de 1887, l'administration des douanes a dressé un tableau des importations et des exportations en prenant pour taux d'évaluation les prix de 1896 et de 1897. On diminuait ainsi la valeur des mouvements des échanges dans toutes les années précédentes pour relever celle des deux dernières années et montrer combien le nouveau tarif des douanes avait été non pas défavorable, mais favorable, puisque pour les importations on notait une plus-value de 396 millions et aux exportations, de 694 millions.

Avec de pareils procédés, il serait toujours facile de transformer des résultats soit dans un sens, soit dans un autre, selon les besoins de la cause, si, dans une affaire, un négociant pouvait y avoir recours. Sans employer ces subterfuges d'application uniforme de prix à toutes les années précédentes, que constatons-nous sur les sommes des importations et des exportations en 1887 et en 1897 ? C'est une diminution en valeur de 25 millions sur les premières et une augmentation de 429 millions sur les secondes. Les prix, *malgré la rectification*, ne donnent

(1) Voir *Journal de la Société de statistique de Paris*, numéros de juillet et de septembre 1896.

pour ces dernières qu'une plus-value de 265 millions, tandis que pour les importations, la rectification donne 396 millions ! Comment expliquer de pareilles différences si on veut les attribuer à la baisse des prix ? Les exportations ne gagnant avec la rectification que $\frac{1}{3}$ en sus de leur plus-value naturelle 429 millions, tandis qu'avec le même procédé la moins-value des importations de 25 millions se transforme en une plus-value de 396 millions, et cependant la baisse des prix a dû avoir la même action dans les deux cas.

Si l'on divise la décade que nous étudions en deux parties par l'année 1892 (vote du tarif des douanes), la progression naturelle des importations et des exportations, malgré la baisse des prix, continue de 1887 à 1892 : de 742 millions pour les premières et de 507 millions pour les secondes. Le krach Baring se fait alors sentir, et pendant sa liquidation les importations baissent de un milliard et les exportations de 675 millions; puis, malgré la baisse des prix qui pèse toujours sur les transactions, la liquidation terminée, la période prospère reprend son cours; en 1897, nous notons déjà un relèvement de 281 millions pour les importations et de 597 millions pour les exportations, quoique l'influence du tarif soit visible.

Dans cette décade, malgré cette funeste influence des prix, nous notons tantôt des plus-values, tantôt des moins-values; il faut donc faire intervenir d'autres causes que cette baisse et le tarif des douanes pour se rendre compte de ces variations en sens contraire, la même cause que l'on accuse existant toujours. Le vice de la méthode adoptée ressort de ces observations et surtout du procédé employé prenant une décade au hasard. On n'a pas remarqué que les mouvements des affaires ne se coupent pas en tranches décennales pour rentrer dans les combinaisons arbitraires des statisticiens. Oui, sans doute, on peut prendre des groupes d'années, mais ces groupes, il faut que les chiffres eux-mêmes les indiquent : comment pourront-ils les indiquer ? par des séries de chiffres marchant chaque année en hausse ou en baisse dans le même sens, pour se retourner ensuite en sens contraire : en un mot, c'est l'action et la réaction. On a parcouru les deux périodes, la période prospère et la période de liquidation, toutes deux séparées par une crise; tout s'explique alors.

Si, tenant compte de cette observation, nous reprenons la décade 1887-1897, nous constatons, car ce sont toujours des faits et non des combinaisons ou des appréciations, que l'année 1887 est la dernière année de la liquidation de la crise de 1882, pendant laquelle les prix ayant toujours baissé, se trouvaient alors aux plus bas cours. En effet, les importations, de 4 821 millions étaient réduites à 4 025 millions (1882-1887). Au même moment, les exportations avaient suivi un mouvement analogue de 3 574 millions à 3 088 millions (1882-1885).

Les deux articles reprenaient alors leur mouvement ascendant, pendant la période prospère, interrompue par le krach Baring en 1890, les importations avec un accroissement de 742 millions (1891) et les exportations de 507 millions (1890) !

Voilà deux mouvements de quelque importance, il nous semble, et qui passent inaperçus dans l'observation de la décade de M. Domergue (1887-1897), qui, ne prenant que les chiffres extrêmes, n'en parle même pas. La somme des importations et des exportations atteignait alors le chiffre maximum de cette période, malgré la baisse des prix toujours en décroissance sur l'*Index number* de M. Sauerbeck.

En 1891, le krach Baring avait entraîné la liquidation de cette maison, dont les

affaires embrassaient le monde entier par le nombre de ses acceptations, et, par suite dans le monde, non pas une liquidation, mais un ralentissement des affaires que l'on suit non seulement sur les bilans des banques, mais encore sur les mouvements des importations et des exportations en France. Sans doute, le nouveau tarif de 1892 n'a pas été complètement étranger à cette diminution, mais la cause première, c'est la coïncidence de la liquidation du krach Baring. Cette coïncidence est telle qu'une fois cette liquidation faite, malgré la baisse des prix qui persiste et ne s'arrête un peu qu'en 1897, néanmoins, de 1895 à 1897, le chiffre des importations et des exportations se relève. Il ne reste rien de la théorie et du jeu de chiffres de M. Domergue.

Ne nous bornant pas à l'observation d'une décade, jetons un coup d'œil sur le commerce extérieur et, par conséquent, sur le mouvement des échanges des grandes nations, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et des États-Unis, et alors, étendant notre cadre, nous constatons, comme les tableaux ci-joints le démontrent, que les mouvements des échanges dans le monde se font partout dans les mêmes conditions et aux mêmes moments.

Si nous plaçons, comme nous l'avons déjà dit, à côté de la série des années, dans une colonne à part, les accidents économiques dont se compose la vie des peuples, c'est-à-dire les périodes prospères, les crises et les liquidations, puis, en face, au lieu des relevés du portefeuille ou de l'encaisse des banques, les chiffres maxima et minima des importations et des exportations, nous les voyons venir prendre place au point précis où, la période prospère parcourue, la crise éclate et où, la liquidation terminée, la période prospère va reprendre son cours. La simultanéité, la concordance des mouvements est frappante, les sommes seules sur lesquels ils portent sont loin d'être les mêmes, mais expriment bien la vitalité de la nation. (Voir le tableau B, page 227).

Sans insister sur chacun des chiffres du tableau B, donnant les accroissements et les diminutions du commerce par périodes, on remarquera que chez ces grandes nations les chiffres les plus élevés des importations et des exportations ont été atteints en 1890 et en 1891 :

		Importations.	Exportations.	
		<i>Augmentations.</i>		
		Millions de francs.		
Grande-Bretagne .	1891	2 150	1 475	Krach Baring.
Allemagne. . . .	1890	1 528	561	
France	1891	742	665	
États-Unis. . . .				
		<i>Diminutions.</i>		
Grande-Bretagne .	1893	775	1 350	1894 Liquidation du krach.
Allemagne. . . .	1894	268	374	
France	1895	1 048	675	
États-Unis. . . .				
		<i>Augmentations.</i>		
Grande-Bretagne .	1897	1 175	525	Reprise de la période prospère interrompue par le krach.
Allemagne. . . .	1897	849	829	
France	1897	281	597	
États-Unis. . . .				

Les diminutions ont eu lieu comme toujours pendant la liquidation du krach Baring, de 1893 à 1895; aussitôt terminée, la période prospère a repris son cours, les plus-values ont reparu.

Ce qui a trompé les observateurs, ce sont les diminutions des importations et des exportations qui se sont produites en 1892, au moment du vote du nouveau tarif protecteur en France. On l'a de suite signalé comme la cause de tout le mal quand il n'était, pour la plus grosse part, que la conséquence de la liquidation Baring. En voulons-nous la preuve? C'est que ces diminutions se sont produites partout à l'étranger, en Angleterre et en Allemagne, là où il n'était pas question d'un nouveau tarif protecteur. Ce simple rapprochement suffit pour réduire à néant toutes les discussions reposant sur cette base. La reprise du mouvement en avant en 1893, en Angleterre, bientôt suivie, en 1894, en Allemagne et en France, achève de le démontrer, s'il y avait encore quelques hésitations. La loi des retours périodiques des crises commerciales se trouve encore une fois confirmée sur ces documents statistiques qui embrassent les principales nations du monde civilisé.

Nous joindrons néanmoins à tous ces tableaux ceux de notre confrère, M. Salefranque (1), sur les mutations immobilières à titre onéreux, de 1826 à 1895. Il suffira d'indiquer les crises de 1830, 1838, 1847, 1856, 1864, 1882, ajoutons la guerre en 1870 et le krach Baring en 1890, pour voir tous les chiffres maxima des ventes se rencontrer l'année avant ou l'année même de la crise, et les minima quelques années après. On constatera les mêmes séries en rapport avec les crises sur le tableau des produits des droits de timbre sur les contrats de transport, et la liste serait interminable s'il fallait tout citer; on doit se borner en recommandant de vérifier le fait.

Clément JUGLAR

(de l'Institut).

(1) Voir *Journal de la Société de statistique de Paris*, février 1898, p. 60.